

LA THÉORIE ÉCONOMIQUE FACE À LA COVID-19 : DE JOSEPH SCHUMPETER À ROBERT SOLOW

Roger Tsafack Nanfosso

Université de Dschang, Cameroun

Juliana Hadjitchoneva

Nouvelle Université Bulgare

How to cite this article / Как да се цитира тази статия:

Nanfosso, R. T., Hadjitchoneva, J. (2022). La théorie économique face à la Covid-19 : de Joseph Schumpeter à Robert Solow [Economic Theory Facing Covid-19: From Joseph Schumpeter to Robert Solow]. *Economic Thought Journal*, 67(1), pp. 54-74 (*in French*).

To link to this article / Връзка към статията:



Published online / Публикувана онлайн: 2 June 2022



Submit your article to this journal / Изпратете статия за публикуване

<https://etj.iki.bas.bg>

Article views / Статията е видяна:

View related articles / Други подобни статии:



View Crossmark data / Вж. информация от Crossmark:

Citing articles / Цитиращи статии:

View citing articles / Вж. цитиращи статии:



LA THÉORIE ÉCONOMIQUE FACE À LA COVID-19 : DE JOSEPH SCHUMPETER À ROBERT SOLOW

Roger Tsafack Nanfosso

Université de Dschang, Cameroun

Juliana Hadjitchoneva

Nouvelle Université Bulgare

Résumé: La Covid est apparue en Novembre 2019 en Chine et déclarée « pandémie » en Mars 2020 par l'Organisation Mondiale de la Santé, ayant surpris le monde entier : tous les pays sont touchés, aéroportée en grande vitesse, mutante et se jouant des mesures à son rencontre, insensible aux nationalités, les plus riches sont de loin plus atteints que les pauvres, et des victimes par millions. Elle a obligé la vie à se retirer de ses espaces habituels de déploiement, à l'exception des lieux où sévit la comptabilité macabre des disparus.

Dans un contexte d'épouvante aussi désarticulé, et si l'on convient avec Robbins (1932, p. 15) que « Economics is the science which studies human behaviour as a relationship between ends and scarce means which have alternative uses », il peut être utile de s'interroger sur la force des lois, des règles et autres théorèmes énoncés par une telle science face à une pandémie dont l'indice de gravité qui atteint le maximum de 5 n'a d'égal que celui de la grippe espagnole de 1918-1921. Pour ce faire, nous utilisons une méthodologie analytique en ce sens qu'en reprenant brièvement les idées des six derniers des douze penseurs séminaux identifiés par Yueh (2019) (*Joseph Schumpeter, Friedrich Hayek, Joan Robinson, Milton Friedman, Douglas North et Robert Solow*), nous tentons de discuter de la résistance de leurs idées (ou de la permanence de la pertinence de leurs résultats) à l'aune de la pandémie. Le résultat indique que toutes les idées ne sont pas immuables.

Mots clés: pensée économique; économie politique; capitalisme; rôle du gouvernement; crises

JEL codes: B12; B13; B14; O10; P16

Received 11 November 2021

Revised 5 December 2021

Accepted 22 December 2021

Introduction

Apparue pour la première fois sur un malade le 15 novembre 2019 en Chine, la Corona Virus Disease (COVID) 2019 est une pandémie qui bouleverse à tous points de vue le monde et continue de s'aggraver à l'échelle planétaire, mettant ces derniers mois en évidence des variants mutants qui n'augurent pas d'une finitude à court terme.

Depuis sa survenance, rien n'est plus normal et le choc est d'une puissance à ce point magmatique que certains invoquent une « grande réinitialisation » articulée autour d'un point d'inflexion fondamental dans la trajectoire mondiale, entre un « avant Covid-19 » et un « après Covid-19 » (Schwab & Malleret, 2020). Une telle

secousse qui se diffuse partout (la mort, la vie, les institutions, les entreprises, l'organisation, etc.) ne devrait en principe que rendre illusoire toute tentative de maintien d'une pensée économique conquérante parce que rassurée par ses éternelles certitudes. Quand est-ce que le monde économique va sortir de sa quarantaine et comment la science économique va s'engager dans la construction du futur système de pensée (Ponsot, 2020) est une question toujours ouverte. L'idée d'une réorientation de la science économique « *humainement désincarnée, sans lien avec la diversité des civilisations ou des croyances religieuses ou philosophiques* » (Brunat & Fontanel, 2021, p. 75) devient importante, de même que celle de la recherche d'un développement économique « *humaniste* » qui tienne compte de la vie des personnes à long terme, et place l'être humain au cœur des priorités de la gouvernance après une autre crise comme celle du Covid-19, qui a renforcé l'exacerbation de la fragmentation sociale et le creusement des inégalités.

Depuis bientôt deux ans, la théorie économique et l'expertise économique sont confrontées à cette pandémie. Mais elles le sont aussi à chaque grande crise économique ou financière qui provoque des chocs majeurs dans les sociétés et les économies. La question qui est centrale est alors celle de la manière dont il faut comprendre le présent mais surtout façonner le devenir économique et sociétal. En cherchant à répondre à cette interrogation après la crise mondiale de 2008, Yueh (2019) analyse les idées de certains grands économistes afin de trouver un guide utile pour affronter les défis économiques modernes. Nous reprenons cette approche pour discuter de la résistance de ces acquis de la pensée économique des « *Great Economists* » qui se sont concentrés sur de grandes questions holistiques, telles que la nature et la qualité de la croissance et des marchés, le développement, les institutions, l'innovation, etc. afin d'étudier la manière dont ces idées pourraient nourrir les réflexions économiques pendant la crise sanitaire actuelle.

L'objectif de cette contribution est, en quelque sorte, d'interroger la robustesse de la pensée économique confrontée à la Covid-19. La méthodologie utilisée est analytique en ce sens qu'en reprenant brièvement les idées des six derniers des douze penseurs séminaux identifiés par Yueh (2019) (Adam Smith, David Ricardo, Karl Marx, Alfred Marshall, Irving Fisher, John Maynard Keynes, *Joseph Schumpeter, Friedrich Hayek, Joan Robinson, Milton Friedman, Douglas North et Robert Solow*), nous tentons de discuter de la résistance de leurs idées (ou de la permanence de la pertinence de leurs résultats) à l'aune de la pandémie. La structure de l'article est organisée en six sections principales, chacune orientée vers un de ces six penseurs séminaux et mettant l'accent d'une part sur une revue des idées du penseur et d'autre part, sur un examen factuel et une discussion de la pertinence des idées du passé relativement à la crise du Covid-19 d'aujourd'hui. En se concentrant sur un choix des idées qui nous paraissent les plus fondamentales chez chacun de ces penseurs séminaux, nous procédons à une brève description de celles-ci pour en évaluer la résistance.

Le résultat indique que toutes les idées ne sont pas immuables.

1. Joseph Schumpeter et l'apogée du moteur capitaliste

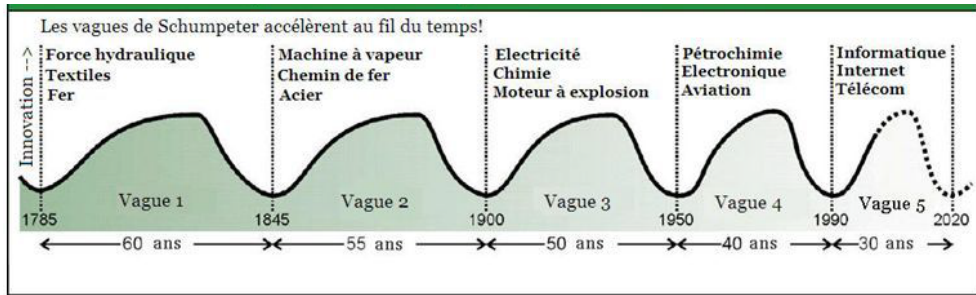
Économiste et spécialiste de science politique, l'autrichien Joseph Aloïs Schumpeter est une figure pivot dans la pensée économique liée aux innovations et

l'entrepreneuriat ; selon lui, la dynamique de l'économie est fondée sur les innovations dans leur rôle de « moteur capitaliste » au cœur même de la croissance économique. Dans son maître-ouvrage *Capitalisme, socialisme et démocratie* de 1942 il a soutenu que l'économie est à flux constants, affecté par les vagues d'innovations technologiques ; la stabilisation du capitalisme étant une contradiction en soi-même et, bien au contraire, se heurtant en permanence à la création, destruction et restructuration.

Schumpeter a contribué aux analyses des cycles économiques (*Business Cycles* de 1939) mettant en évidence les nouvelles technologies d'innovation qui apparaissent en « grappes », remplaçant les méthodes, produits et technologies existants devenus obsolètes, et se succédant à rythme régulier de reprises et de crises : les reprises arrivent après une innovation majeure et dans cette phase les affaires et les emplois augmentent, tandis que les crises provoquent leur réduction et la destruction d'emplois. En fait, il a divisé les fluctuations économiques en quatre phases : prospérité, crise, récession, et reprise. Alors que la crise est très courte avec une forte baisse, le rééquilibrage pendant la reprise prend plus de temps et est induit par des prix bas et une période de surchauffe et de spéculation excessive. Le rôle des investissements est mis en relief, du fait de leur importance dans ces différentes phases et de leur dépendance aux facteurs psychologiques (d'euphorie à morosité).

Les cycles économiques de Schumpeter sont expliqués par deux concepts essentiels qu'il construit : (i) celui de « destruction créatrice » (*'creative destruction'*) qui est une caractéristique du système capitaliste, qui impacte à coup fluctuant les activités économiques et les processus de liquidation et de réallocation des ressources productives pendant la crise, et (ii) celui de « l'entrepreneur innovateur », défini en tant qu'acteur clé dans l'environnement capitaliste à cause de son importance comme créateur et réalisateur d'innovations pour offrir une meilleure qualité et productivité, en termes de produits nouveaux ou améliorés, de modèles et processus d'affaires optimisés ou automatisés, de marchés nouvellement créés ou étendus.

Comme on peut le voir dans la vague 5 du Schéma 1, c'est au milieu d'une période de forte créativité et innovation, et d'intensification de l'usage des technologies numériques qu'est survenue la pandémie de Covid-19 ; une période de relance économique animée par l'« économie numérique » et parfois qualifiée de « Quatrième révolution industrielle » (Schwab, 2016). Cependant, en dépit de cet essor technologique des entreprises et des économies, l'économie mondiale a été bouleversée par la pandémie du Covid-19 à tel point que la crise économique qui en a résulté a été qualifiée de « Grand Confinement », après la « Grande Dépression » de 1930 et la « Grande Récession » de 2008 (Gopinath, 2020 ; FMI, 2021). Ainsi, survenue dix ans après la crise mondiale précédente, la crise du Covid-19 coïncide avec le cycle moyen des affaires de type « cycle de Juglar » et se met en droite ligne du cycle long de type « cycle de Kondratieff » car survenant un peu plus de 40 ans après la crise sévère et mondiale des années 1970. Cela confirme le schéma en trois cycles (*'three-cycle schema'*) (Dal Pont Legrand & Hagemann, 2007) de Schumpeter selon lequel les cycles de longue et courte durée se combinent. Certainement, le Grand Confinement se déroule différemment des crises passées avec une ampleur sans précédent partout dans le monde.



Source : Cavazza (2018).

Schéma 1. Le cycle de l'innovation de Schumpeter

Dans cette nouvelle phase de développement économique, les technologies modernes se répandent largement et rapidement transformant l'architecture des affaires ainsi que les partenariats qui deviennent plus coopératifs pour générer une meilleure valeur ajoutée. L'implémentation d'outils d'intelligence artificielle (basée sur de grand volume de données 'big data' et une valorisation des informations) qui explique le retournement du cycle à partir de 2020 (Schéma 1) accompagne l'accroissement de la demande au service d'une plus grande satisfaction des clients (Schumpeter ne croyait pas que les consommateurs ne seraient jamais satisfaits), d'une meilleure efficacité organisationnelle et d'une amélioration de la valeur des affaires (Hadjitchoneva, 2019). En dépit de la pandémie, plusieurs entreprises ont continué leurs activités économiques sans interruptions, faisant montre d'une admirable résilience parce que « l'entrepreneur innovateur » de Schumpeter est heureusement devenu « l'entrepreneur de l'avec-Covid-19 » que décrit Betbèze (2021).

Quatre tendances peuvent être généralisées relatives à l'activité économique pendant la Covid-19 : (i) la réaction rapide et les interventions des autorités publiques nationales et supranationales afin de soutenir l'offre et la demande globale, et les investissements (plans de relance et d'investissement (Tsafack Nanfosso & Hadjitchoneva, 2021), (ii) la transformation numérique devenue nécessaire pour la survie de certaines entreprises et la croissance des autres suite à leurs stratégies innovatives et compétitives, (iii) des anticipations de reprise relativement à court terme même si l'incertitude est toujours présente dans les économies, et (iv) la contraction du secteur des services (y compris certains services d'information et de communication) encore plus marquée que celle du secteur manufacturier ; ce qui aura pour conséquence un choc à long terme sur les économies avancées avec une part prépondérante de ce secteur dans leur produit national brut (Tsafack Nanfosso & Hadjitchoneva, 2021).

Schumpeter aurait adhéré à la nécessité des interventions gouvernementales liées à la pandémie de Covid-19. Pour lui, les dépenses publiques sont valablement justifiées lorsque les dépressions sont pathologiques et ne peuvent aider le système de se rétablir de lui-même (Dal Pont Legrand & Hagemann, 2016). L'investissement étant la clé de voûte des phases différentes du cycle économique, il serait sain qu'ils soient dirigés vers des projets innovants susceptibles d'apporter une haute valeur ajoutée.

Certes, la période du Covid-19 a été marquée par l'accélération de la transformation

digitale. Pour plusieurs entreprises dans multiples secteurs économiques la numérisation est passée du *'nice to have'* au *'must have'* (Caldwel & Krishna, 2020). Selon une étude récente de Deloitte, (i) les entreprises ont investi dans la transformation numérique pour être capables d'innover plus rapidement, suivre le rythme des changements technologiques et industriels et cultiver une plus grande résilience, (ii) les entreprises les plus matures sur le plan numérique sont près de deux fois plus susceptibles de confirmer que la transformation numérique était le pilier central de leur stratégie que les entreprises moins matures, et (iii) les entreprises s'attendent à ce que cette tendance de changement numérique continue à un rythme de plus en plus rapide, 76% des entreprises interrogées s'attendaient à un changement plus grand au cours des cinq prochaines années que ce qu'elles ont eu au cours des cinq années précédentes (Gurumurthy et al., 2021). Donc, provoquée par le Covid-19 et se poursuivant dans la période d'après-Covid-19, l'innovation sera de plus en plus au centre des affaires et des économies, ainsi que de leurs stratégies compétitives, suscitant la réactivité de l'entrepreneur-innovateur et la destruction créatrice schumpétériens. Pour ce faire, un minimum de soutien déterminé des pouvoirs publics est à envisager, par exemple lié au contexte bureaucratique, tel que la simplification administrative, l'administration électronique, mais également au financement de la recherche et développement.

D'après les dernières projections de FMI (2021), la croissance mondiale va passer de -3,3% en 2020 à 6,0% en 2021 et 4,4% en 2022 ; les pays émergents et les pays en développement vont atteindre des niveaux de croissance plus hauts (respectivement, de -2,2% à 6,7% et 5%) en comparaison avec les pays avancés (respectivement, de -4,7% à 5,1% et 3,6%). Ce niveau de rebond n'exclut du reste pas une certaine inquiétude au sujet d'un risque de surchauffe des économies, de pression inflationniste et d'endettement majeur privé et public (Tsafack Nanfosso & Hadjitchoneva, 2021). Dans tous les cas durant cette pandémie, l'évolution des économies et le comportement des entrepreneurs confortent les idées de Schumpeter.

2. Friedrich Hayek et la concurrence monétaire dynamisée

Auréolé du « prix Nobel d'économie » qu'il reçoit en 1974 (en partage avec Gunnar Myrdal) « pour [leurs] travaux pionniers en théorie de la monnaie et des fluctuations économiques et pour [leur] analyse pénétrante de l'interdépendance des phénomènes économiques, sociaux et institutionnels » (The Nobel Prize, 2021a), Friedrich August von Hayek était un économiste et philosophe autrichien qui a laissé une empreinte particulière dans les débats économiques sur les grandes idéologies. Hayek a contribué à la réflexion économique en révisant des concepts et des thèses fondamentaux dans l'économie parmi lesquels : les causes des crises économiques et spécifiquement de celle de la « Grande dépression », le rôle de l'État dans l'économie, l'asymétrie de l'information et le poids de l'ignorance dans l'activité économique, la conjoncture liée au système des prix comme une orientation authentique des cycles économiques, les liens entre la monnaie et la stabilité, les liens entre la liberté et la richesse, l'inégalité globale des nations et la diversité nécessaire pour que les sociétés prospèrent, ainsi que la libre concurrence des monnaies.

Qu'il soit génial ou incohérent (Légé, 2007), Hayek a développé entre autres trois réflexions majeures qui retiennent l'attention : (i) la première est liée aux

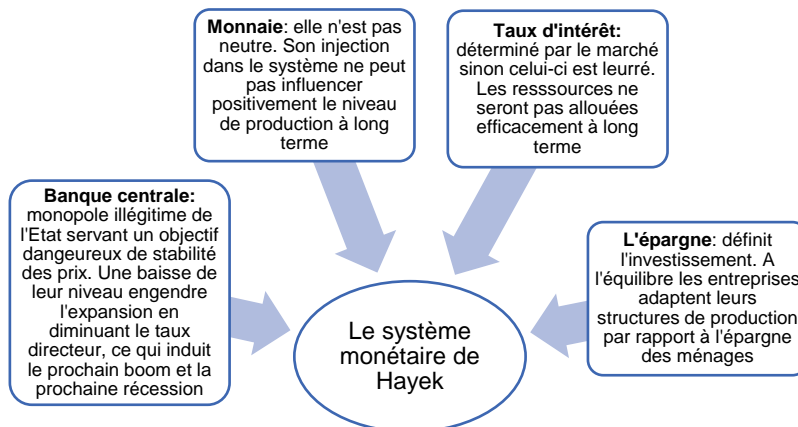
conséquences de l'interventionnisme de l'État pour les sociétés et décrite dans le « *great book* » ainsi que l'a qualifié son adversaire et ami John Maynard Keynes (Yueh, 2019, p. 182), à savoir *The Road to Serfdom* de 1944, qui l'a rendu célèbre, (ii) la deuxième concerne la théorie de la conjoncture, pour laquelle il est devenu 'nobelist' d'économie (*Prices and Production* de 1931 et *The Pure Theory of Capital* de 1941), et (iii) la troisième est relative au changement du système monétaire et décrite dans *The Denationalization of Money* de 1976.

Les conséquences pour les sociétés de l'interventionnisme de l'État et l'idée de planification pour encadrer l'effort collectif selon Hayek ne sont autres que la servitude finalement des peuples par la voie de la dégradation progressive des libertés individuelles. Ce choix présente le risque de conduire à un système totalitaire qui réglementera la production aussi bien que la consommation, sans être véritablement productif. Pour être productif, le système doit créer des conditions propices à la créativité, à l'innovation et l'entrepreneuriat, car l'initiative privée qui est au cœur du progrès de la civilisation n'est possible que dans un environnement libéral avec des marchés libres où la concurrence est encadrée d'une manière rationnelle. Pour ce faire et dans des conditions de suprématie de la loi, le rôle de l'État ne doit se limiter qu'à l'assurance d'un minimum vital d'existence pour la population, à la prévention des crimes, à l'encadrement des individus pour l'éclosion maximale de leurs talents et connaissances, à la performance du système de sécurité sociale, à une politique monétaire adéquate et au contrôle des externalités nuisibles au business. Avec la crise du Covid-19 qui sévit dans un contexte de capitalisme dominant (certes, à des degrés et formes divers), le rôle des États pour protéger les populations de la pandémie et stabiliser les économies est primordial, pourtant les limites de ces politiques interventionnistes sont toujours questionnées à l'aune de la proportionnalité des mesures gouvernementales qui contrarient l'ultralibéralisme hayékien. Elliot (2020) confirme cette mise en garde de Hayek en notant ainsi que les pouvoirs publics ont certes réagi promptement en mettant en place des programmes de relance budgétaire et monétaire d'une ampleur inédite pour venir en aide à l'ensemble de l'économie. Ils ont également pris certaines mesures ciblées en direction des entreprises comme l'octroi des subventions, les dispositifs de chômage partiel, prêts et garanties de prêts, etc. Mais ces mesures ont soulevé de nombreux problèmes et dilemmes : décalage entre les besoins et les réponses apportées, ampleur des programmes, renoncement aux transformations indispensables, difficultés administratives, problèmes de conception, etc. qui se sont parfois révélés contreproductifs.

Hayek analyse en profondeur le mécanisme du cycle économique constitué de trois phases : l'expansion, le changement de conjoncture et la récession. Il interprète la crise dans une vision stratégique positive du choc, puisque la crise menée à son terme, permettra d'assainir le système (Lorge, 2017). L'idée de la théorie de la conjoncture consiste à éclairer les causes des crises économiques par le biais des interventions des banques centrales et plus précisément les effets de leurs politiques monétaires expansionnistes (Keynes a avancé comme une cause principale la demande agrégée trop faible).

Si les prêts dépassent le taux d'épargne volontaire, cela mène à une mauvaise allocation des ressources et affecte la structure du capital. De telles mesures selon

Hayek faussent le système de prix et l'information des acteurs, ce qui impacte la structure de production et finalement aboutit aux investissements non rentables. La solution la plus simple est de ne rien faire, de laisser les prix se rééquilibrer, sans imposer un excès de crédit (encourager l'épargne est par contre la mesure ici proposée par Keynes) et ultérieurement risquer l'apparition de bulles spéculatives (comme dans le cas de la Grande dépression). Selon Hayek, il faut laisser que le système bancaire revienne à la normale après ses excès spéculatifs. La période de Covid-19 se caractérise par des interventions importantes et des politiques monétaires expansionnistes agressives (à voir pour plus de détail Tsafack Nanfosso & Hadjitchoneva (2021), contrairement aux préconisations de Hayek. À défaut de ne rien faire il faudrait agir par précaution (par exemple, suivre de près le comportement de l'économie pour éviter une surchauffe, être regardant au sujet de la structure du capital et éviter une mauvaise allocation des ressources ainsi que des investissements non rentables à la suite des plans de relance afin de ne pas reporter la crise à une période ultérieure.



Source : À partir de Lorge (2017).
Schéma 2. Le système monétaire de Hayek

Finalement, le monopole de la banque centrale est à abolir selon Hayek (Schéma 2) et la monnaie pourrait être émise pas des institutions privées, afin de libéraliser le marché monétaire pour assurer concurrence et stabilisation. Il estime que les banques centrales manipulent inopportunément les taux d'intérêt avec pour conséquence un effet sur la structure des prix, donc elles opèrent en fait une planification économique. L'irruption des institutions privées dans l'émission de monnaie qui était une idée novatrice (voire incompréhensible) dans les années 1970, est cependant entrée en action dans les années 1990 avec la toute première monnaie virtuelle de DigiCash, monnaie numérique privée pionnière sur le marché monétaire. Ces cryptomonnaies qui révèlent l'existence d'une concurrence monétaire ne nécessitent pas les banques centrales pour leur émission et offrent des alternatives aux systèmes de paiement. Aujourd'hui la capitalisation boursière mondiale de la cryptographie est de 1,78 milliard de dollars, avec 5 956 cryptomonnaies existantes (CoinMarketCap, 2021).

Certains États n'ont pas tardé à introduire leurs propres cryptomonnaies publiques, par exemple la Chine qui planifie de remplacer les pièces et les billets liquides avec le yuan numérique dès 2022, émis et encadré par la banque centrale chinoise (Cryptonews, 2021). Ainsi, même si le cadre réglementaire n'est pas clairement défini dans différentes parties du monde (des interdictions d'utilisation et de commercialisation des cryptomonnaies), le système des institutions financières expose une transformation numérique radicale qui s'est encore plus accélérée du fait du « Grand confinement » qu'est la Covid-19, augmentant la concurrence sur le marché.



Source : Teterel (2021).

Figure 1. Le bitcoin par rapport au dollar (une bougie = une semaine)

La prophétie de Hayek semble s'être réalisée de manière encore plus puissante avec la Covid-19. La Figure 1 montre en effet que la survenue de la pandémie a littéralement dopé le bitcoin, une des principales cryptomonnaies du monde, qui frôle désormais le taux de 1 Bit pour 51.000\$! (Teterel, 2021).

3. Joan Robinson et l'imperfection accrue de la concurrence

Controversée et considérée comme étant provocatrice, l'économiste britannique Joan Violet Robinson est « la femme la plus importante de l'histoire de la pensée économique » (Yueh, 2019 [Aslanbeigui & Oakes, 2009]). Avec sa thèse dirigée par John Maynard Keynes, elle est reconnue comme étant une des figures majeures du post-keynésianisme, « keynésienne de gauche » d'après sa propre qualification. Dans ses analyses de la dynamique économique et ses critiques continues du néo-classicisme, elle a toujours opposé au système capitaliste et ses idéologies la réalité économique et d'affaires.

La contribution séminale de Robinson a fondamentalement transformé la théorie économique en rejetant le concept de « la concurrence parfaite » et introduisant celui de la « concurrence imparfaite » dans son ouvrage précurseur *The Economics of Imperfect Competition* de 1933. Son approche novatrice consiste à expliquer comment l'imperfection de la concurrence sur les marchés des produits et du travail peuvent

conduire à des écarts de rémunérations et d'emploi. Trois idées fortes de cette grande économiste peuvent être discutées : (i) le concept de concurrence imparfaite, (ii) la problématique de la rémunération, et (iii) la théorie de la détermination des rémunérations, regroupés de manière similaire par Yueh (2019).

Tableau 1. Concurrence imparfaite : hypothèses et tableau de Stackelberg

Hypothèses de la concurrence parfaite		Relâchement des hypothèses		Tableau de Stackelberg			
Atomicité des marchés		Concentration du marché =>	Tableau de Stackelberg =>	Offre Demande	Nombreux d'offreurs	Peu d'offreurs	Un seul offreur
Homogénéité des produits		Hétérogénéité des produits =>	différenciation des produits	Nombreux demandeurs	Concurrence parfaite	Oligopole	Monopole
Fluidité ou libre entrée / sortie du marché		Viscosité du marché => barrières à l'entrée, éventuels abus de position dominante, etc.		Peu de demandeurs	Oligopsonie	Oligopole bilatéral	Monopole contrarié
Transparence du marché		Opacité du marché => asymétrie d'information		Un seul demandeur	Monopsonie	Monopsonie contrarié	Monopole bilatéral
Parfaite mobilité de facteurs		Immobilité des facteurs					

Source : Auteurs.

Partant du principe que des entreprises peuvent avoir un pouvoir de monopole (du fait d'une position dominante, de la prime du premier venu sur un marché, de la détention de brevet et autres), Robinson a reformulé la théorie de l'offre et la demande de la fixation des prix sur des marchés ni purement ni parfaitement concurrentiels (Tableau 1), en une théorie du poids (ou de l'influence) des entreprises elles-mêmes dans ce processus de détermination des prix. Dans le premier cas, l'unité « marginale » révèle la valeur de ce qu'un travailleur a produit, qui est directement liée à sa rémunération, tandis que dans le deuxième, les employeurs seraient en mesure de payer moins que la valeur de la productivité du travail car la « rente économique » (l'exploitation) ne serait pas ou pas entièrement érodée par la concurrence (sa théorie du « monopsonie » ou le pouvoir des entreprises sur le marché du travail).

Le problème des bas salaires est un problème structurel des marchés d'après Robinson. Les imperfections sur le marché du travail peuvent en effet conduire à des niveaux de salaire différents, sans qu'on ne puisse les attribuer à l'hétérogénéité de volonté, de capacité ou de disposition à travailler qui mène au travail à temps partiel et donc induit une faible élasticité de l'offre de main-d'œuvre (les niveaux de rémunérations affectant certainement ceux de l'emploi). La concurrence parfaite n'ayant jamais été qu'une hypothèse en sciences économiques, la Covid-19 n'aura rien changé à la réalité de l'imperfection des marchés de Robinson.

Depuis des décennies, avant ou pendant la Covid-19, les niveaux de richesse des plus riches au monde s'élèvent sans avoir de correspondance significative avec ceux des rémunérations (Tsafack Nanfosso & Hadjitchoneva, 2021). Le rapport récent de l'Organisation internationale du Travail (OIT, 2020) indique « *qu'à brève échéance, la*

crise devrait faire subir aux salaires une très forte pression vers le bas », sans que tous les travailleurs soient équitablement touchés. Avant le Covid-19 (de 2016 à 2019), la croissance des salaires au niveau mondial a oscillé entre 0,9% et 1,6% (1,6% et 2,2% si l'on inclut la Chine) en partie du fait de l'inflation.

Depuis le Covid-19, les subventions salariales ont permis une compensation de 40% mais sans elles, la baisse du montant moyen perdu sur les salaires se chiffre à 6,5% pour l'ensemble des travailleurs. Si à l'époque des facteurs comme la mondialisation, le rôle des syndicats dans les politiques industrielles et les avancées technologiques (automatisation) étaient à considérer, il faut aujourd'hui souligner l'effet des contrats temporaires de travail qui expliquent aussi les bas salaires en représentant un emploi déguisé. Avec la survenance du Covid-19, ces problèmes d'emploi se sont intensifiés et risquent d'endommager fortement le tissu social et économique. L'UN (2021a) prévient que si une telle situation devait perdurer, on pourrait assister à une détérioration du contrat social s'il n'y a pas une action collective décisive pour briser le cycle de l'insécurité économique croissante. Le soutien aux salaires pendant la Covid-19 ne serait pas pour déplaire à Robison.

Dans ce contexte de pandémie, le directeur général de l'OIT souligne que (i) primo, la stratégie de relance doit être « centrée sur l'humain », (ii) secundo, des politiques salariales appropriées doivent tenir compte de la durée des emplois et des entreprises et s'attaquer aux inégalités et à la nécessité de soutenir la demande, et (iii) tertio, des réponses doivent être trouvées concernant les causes des bas salaires dont témoignent des métiers ayant pourtant une valeur sociale élevée à l'image des soignants et des enseignants. Un salaire minimum décent est également à considérer comme étant susceptible de protéger les travailleurs contre les rémunérations faibles et de réduire les inégalités (OIT, 2020). Les théories de Robison peuvent aider à identifier des moyens pour remédier à la faible croissance des salaires et le soutien des États observé dans l'urgence pandémique est plus salutaire qu'une attentiste autorégulation des marchés.

4. Milton Friedman et le spectre de l'inflation ramenée

Prix Nobel d'économie en 1976 pour ses travaux sur « *l'analyse de la consommation, l'histoire monétaire et la démonstration de la complexité des politiques de stabilisation* » (The Nobel Prize, 2021b), Milton Friedman est considéré comme un des plus influents économistes du 20^{ème} siècle, fondateur du monétarisme. Promoteur très actif de la pensée économique d'inspiration libérale, il a eu de multiples initiatives supplémentaires à sa carrière académique pour partager ses convictions libérales parmi lesquelles la création de la Société du Mont Pèlerin, la fondation de l'École de Chicago associée à la théorie néoclassique, la popularisation par des émissions télévisées de ses idées libérales, la participation dans plusieurs débats publics, la tenue dans le journal *Newsweek* d'une chronique régulière de 18 ans, la fondation Milton & Rose Friedman dans le but de défendre le libre choix de l'éducation, etc. Influenceur politique de talent, ses positions et communications intensives orientées vers le libertarisme ont provoqué une division de l'opinion publique, mais aussi des économistes, et lui a valu le qualificatif d'« *absolutiste du laissez-faire* » (Paul Krugman).

Les travaux de Friedman, parmi lesquels ses maîtres ouvrages *A monetary history of the United States, 1867-1960* de 1963 co-écrit avec Anna Schwartz ; *Free to Choose* de 1980 co-écrit avec son épouse Rose Friedman, et son '*best-seller*' *Capitalism and Freedom* de 1962, ont marqué une nouvelle étape du développement économique et idéologique, après et à l'opposé de celle issue de John Maynard Keynes. Il a introduit nombre d'idées et de thèses économiques, mais il nous semble pertinent de nous limiter à deux : (i) la monnaie et l'inflation, et (ii) les banques centrales.

S'appuyant sur des études empiriques, Friedman a démontré l'importance de la monnaie et la politique monétaire dans l'analyse des cycles économiques et l'inflation : « *l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire* » affirma-t-il (Friedman, 1976). Il a éclairé la causalité entre la quantité de masse monétaire et les étapes du cycle économique, et le rapport de la variation de la quantité de monnaie sur les niveaux des prix : toute hausse de l'offre de monnaie conduit à une augmentation des revenus et des prix, sous l'hypothèse que la demande de monnaie est stable (la théorie du revenu permanent et taux de chômage naturel). Pour lui, la Grande dépression était principalement une crise de liquidité.

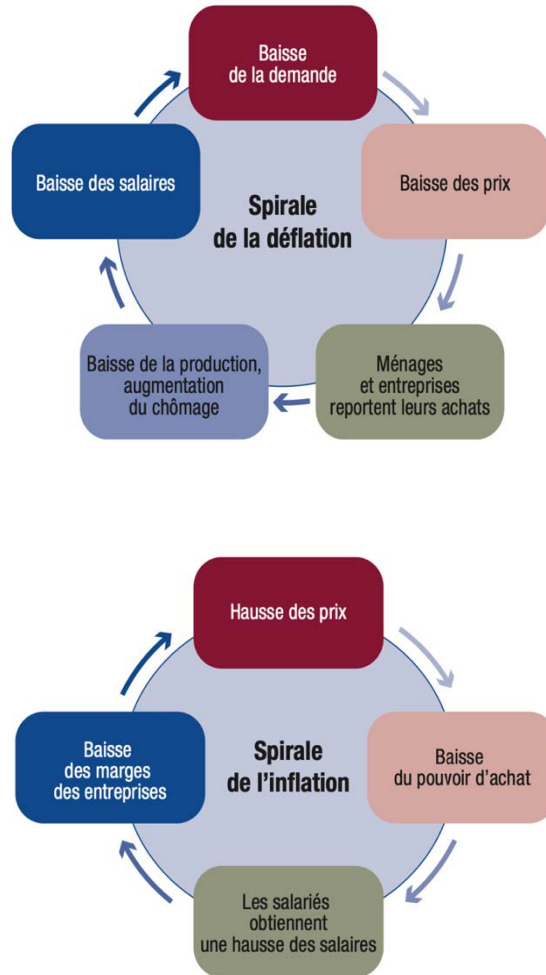
Alors que la Fed, la banque centrale américaine, devait poursuivre une politique monétaire expansionniste, elle s'est limitée à la '*Great Contraction*', la quantité de monnaie disponible dans l'économie a baissé d'un tiers, des faillites bancaires généralisées en ont résulté (1 860 en quatre mois et encore 5 000 après le congé bancaire qui a éliminé les banques insolubles), conduisant à une chute du PIB américain de 12% et une hausse du chômage à 9% (Yueh, 2019, p. 228). Cependant, le '*New Deal*' du Président Roosevelt a considérablement augmenté les dépenses publiques pour stimuler l'économie et avant 1936, il y a eu une forte reprise de l'économie américaine.

Soixante-dix ans plus tard les banques centrales ont vivement réagi lors de la crise financière globale en réduisant les taux d'intérêt, étendant les guichets d'escompte, permettant aux banques d'encherir anonymement sur les fonds de la Fed, et effectuant des achats d'actifs à grande échelle pour un assouplissement quantitatif ('*quantitative easing*' par trois programmes qui ont finalement vu la Réserve fédérale accumuler 4,5 trillions de dollars d'actifs (Yueh, 2019, p. 234). Lors de la crise du Covid-19, les pouvoirs publics ont rapidement renfloué de manière directe des marchés spécifiques et des entreprises (voir la première partie de cet article). Ce faisant ils ont pu éviter panique et déstabilisation des systèmes bancaires et économiques, ce qui aurait été conforme aux préconisations de Friedman.

N'oublions pas qu'il suggérait en 1969 une distribution de monnaie par les banques centrales directement aux ménages, sans contrepartie, imaginant cette action par le truchement d'un hélicoptère, le fameux « hélicoptère monnaie » remis au goût du jour du fait de la crise (Brouard, 2020). Maintenant que les économies se redressent, l'arrêt de ces politiques devient indispensable si l'on veut éloigner le spectre de l'inflation « à la Friedman » ; et s'assurer que la quantité de monnaie est corrélée au volume de la production.

Il aurait considéré avec prudence la politique macro prudentielle qui octroie aux banques centrales un pouvoir direct pour réguler les marchés, mais aurait approuvé la réactivité des autorités et suspendu le problème des « décalages » (« d'observation »,

« de décision » et « d'effet ») concernant le bon moment pour prendre des mesures de stabilisation dans la politique économique ; ses recommandations étant de simplifier la politique monétaire pour assurer un taux de croissance de la masse monétaire stable à long terme.



Source : Brouard (2020).

Schéma 3. Spirales déflationniste et inflationniste

À l'ère du Covid-19, alors que les systèmes financiers sont beaucoup plus avancés et mondialement interconnectés, le maintien de la stabilité monétaire devient un défi complexe qui nécessiterait un renouvellement du cadre des instruments monétaires. Les « nouveaux classiques » sont confortés par ces évolutions et avancent la thèse que la politique monétaire n'a aucun effet, même à court terme (la théorie des anticipations rationnelles). Pour éviter déflation et inflation (Schéma 3), le « nouveau

consensus de la politique monétaire» s'établit désormais autour du ciblage de l'inflation d'un éventail ample et coordonné de politiques économiques, sociales, industrielles compte tenu des failles propres aux structures diverses, et de l'instabilité du capitalisme dû aux prêts hasardeux, à la titrisation spéculative et à l'irresponsabilité des spéculateurs, et autres escroqueries des entreprises (Galbraith, 2009). Au final sommes-nous tous devenus keynésiens dans le post-Covid-19, ou au contraire plus personne ne le sera (Peck, 2016) ?

5. Douglas North et les institutions revigorées

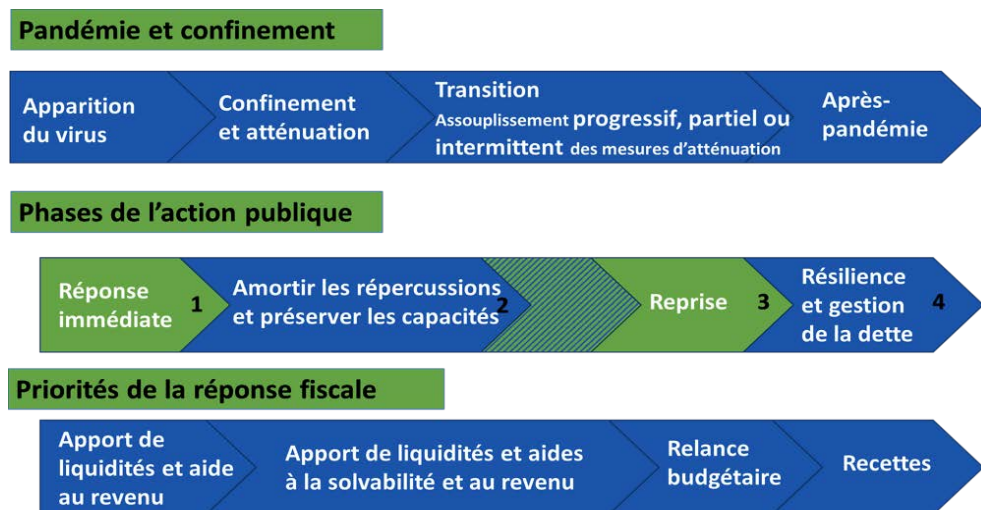
Qui dit « institutions » dit North. En effet, les institutions formelles (comme la législation, les standards) et informelles (comme les règles, les normes de comportement), et leur importance dans la pensée et l'analyse économiques ont été étudiées pour la première fois de manière convaincante par l'économiste américain Douglas Cecil North (maître-ouvrage *Institutions, Institutional Change and Economic Performance* de 1990). Pionnier de la « théorie institutionnelle » et fondateur de la « nouvelle économie institutionnelle » il est lauréat du prix Nobel d'économie 1993 pour ses contributions pour le « *renouveau de la recherche de l'histoire économique en employant la théorie économique et les méthodes quantitatives pour expliquer les changements économiques et institutionnels* » (The Nobel Prize, 2021c). Comme le dit bien Yueh (2019, p. 240), il a « *sorti la science économique de sa zone de confort, qui consistait à examiner des facteurs facilement mesurables comme le travail et le capital, et a fait appel à la science politique et sociologique, et à l'histoire pour comprendre pourquoi certains pays réussissent et d'autres échouent* ».

Notons ici deux concepts fondamentaux pour la théorie économique : (i) Les institutions sont un facteur d'influence de la performance économique : les bonnes institutions sont politiquement stables et incitent les agents à entreprendre des activités économiques et soutiennent les marchés, ce qui génère la croissance économique ; au contraire, les mauvaises institutions créent des conflits et augmentent les coûts de transaction par un excès d'entraves réglementaires et administratives, ce qui empêche la croissance économique. (ii) Le « sentier de dépendance » (*'dependence path'*) est un facteur explicatif du développement économique en ce qu'il éclaire les implications historiques d'un auto-entretien du cercle vertueux de la croissance mais aussi du cercle vicieux de la pauvreté : dans le premier cas, les bonnes institutions perdurent par des politiques d'investissement dans l'éducation et le progrès technologique, dans le second cas, les mauvaises institutions se nourrissent de l'approfondissement de la déstructuration de l'économie. Le sentier de dépendance est ainsi le trend expliquant les résultats économiques différenciés à long terme des nations.

La pandémie de Covid-19 est un défi pour le développement. La récente étude sur le développement humain (pauvreté, éducation, santé, nutrition et égalité des sexes) des Objectifs de Développement Durable (ODD) considère le Covid-19 comme un point de retournement dont dépend le résultat des choix faits et des investissements en gouvernance, protection sociale, économie verte et numérisation pour un lendemain plus radieux, juste, et vert (UNDP, 2021). Le scénario optimiste de reprise à la suite du Covid-19 construit sur ces choix pourrait faire sortir 146 millions de personnes supplémentaires de l'extrême pauvreté, tandis qu'au contraire dans le scénario

pessimiste il y aurait 207 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030. Alors qu'on observait déjà un ralentissement dans l'atteinte des ODD ces dernières années, le dernier rapport de l'UN (2021b) révèle un bilan très inquiétant de basculement dans l'extrême pauvreté en 2020 de 119 à 124 millions de personnes supplémentaires, de la perte de 255 millions d'emplois à temps plein et de passage en dessous du niveau de compétence minimum en lecture de 101 millions d'enfants et de jeunes. La crise actuelle a menacé des décennies de progrès en matière de développement et a mis à nu les énormes inégalités entre et dans les pays. Autrement dit, la Covid-19 représente une importante alarme pour le système institutionnel qui nécessite des réformes en profondeur, en parallèle d'une responsabilité concertée beaucoup plus aigüe afin d'inverser le sentier de dépendance.

Comment le Covid-19 a impacté le lien entre institutions et développement, et comment les réformes entreprises ont influencé ce lien ? Partout dans le monde, l'intervention des États et des institutions a été rapide, massive et indispensable pour organiser et coordonner l'effort collectif de réduction des dégâts sanitaires et économiques des sociétés. Les institutions formelles et informelles habituelles ont reçu le secours hautement salutaire des institutions multilatérales (le cas de l'OCDE est donné par la Schéma 4), y compris les organisations (internationales) de la société civile lorsque le monde entier a bien compris que riposte ne pouvait ni se jouer ni s'organiser aux niveaux nationaux. L'Assemblée générale des Nations-Unies a du reste pris lors de sa 74^{ème} session le 27 mars 2020, la résolution sur « la solidarité mondiale dans la lutte contre la maladie à coronavirus 2019 Covid-19 ».



Source : OECD (2020, p. 11).

Schéma 4. Les phases de l'action publique de l'OCDE pendant et après la pandémie

Cependant, il est évident que la transformation vers les bonnes institutions n'est ni un engagement à court terme, ni à l'abri d'échecs, ni sans influence des contextes spécifiques nationaux de culture et de coutumes, surtout à la lumière de tant de failles dans le transfert des réglementations et des cadres normatifs imposés artificiellement

plutôt p. que développés organiquement. En d'autres termes, les contraintes informelles sont importantes mais il est préconisé de s'intéresser aux institutions informelles d'après North, car nous devons bâtir les institutions formelles sur les acquis des attitudes et des interactions dérivées de la culture. Savoir comment construire de bonnes institutions reste toujours un défi pour les économies et les économistes, afin de garantir des lendemains meilleurs et des réactions institutionnelles adéquates en temps de crises y compris sanitaires. L'action efficace des institutions pendant le Covid-19 a certainement donné une nouvelle vie aux analyses de Douglas North.

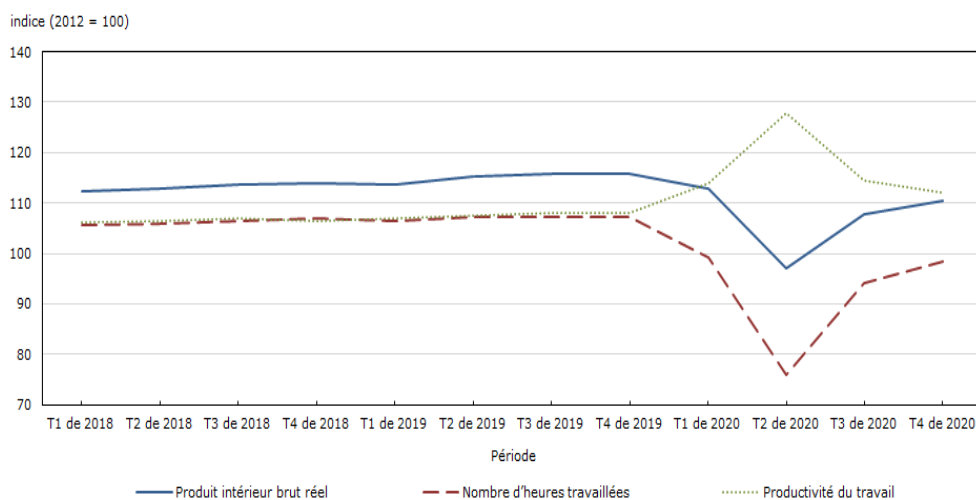
6. Robert Solow et le paradoxe résolu

Prix Nobel d'économie 1987 « pour ses contributions à la théorie de la croissance économique » (The Nobel Prize, 2021d), l'américain Robert Merton Solow a eu un long parcours de conseiller économique auprès de plusieurs présidents de son pays. Il a laissé une empreinte dans l'histoire de l'économie par son modèle à l'origine de l'analyse de la croissance économique connu comme étant « le modèle de Solow ». Dans la tradition néoclassique, ce modèle est basé sur les deux composantes fondamentales de la production (le capital et le travail) et leur accumulation, et tire son intérêt de la mise en avant du rôle crucial du progrès technique dans la croissance économique. Selon ce modèle, le développement économique tire sa source de trois paramètres : l'accroissement du capital (au sens d'investissement), l'accroissement du travail (quantité de main d'œuvre), et le progrès technologique (Solow, 1956). Ainsi, les économies sont censées converger à long terme, puisqu'elles atteignent l'état stationnaire lorsque tout accroissement du capital ou du travail ne résulte plus en une hausse de la production à cause des « rendements décroissants ».

Deux aspects sont à noter. Premièrement, pour qu'une économie en développement rattrape une économie avancée, il faudrait prendre en considération le taux de croissance du capital per capita par rapport au taux de croissance démographique. En d'autres termes, il faudrait attirer plus de capital (épargne et investissement) que l'accroissement de la population (main-d'œuvre). Deuxièmement, puisque la productivité des facteurs de production augmente quand même, c'est le « résidu » conçu comme exogène qu'est le progrès technologique, qui popularisera davantage la théorie de Solow. Le « résidu » et le temps constitueront pendant longtemps un des grands mystères de l'économie de la croissance, jusqu'à l'entrée en scène des théories de la croissance endogène. Le modèle de Solow a été critiqué par les économistes à l'époque justement pour ses conclusions assises sur le très évasif « toutes choses égales par ailleurs ». Joan Robinson est allée jusqu'au qualificatif de « keynésianisme dégénéré ». De nos jours, le modèle de Solow est reconnu pour l'analyse de la croissance économique, pour son utilité comme une base pour les modèles suivants qui expliquent et intègrent l'importance du progrès technologique et d'autres facteurs.

En 1987, Solow fit remarquer que « vous pouvez voir l'ère informatique partout, sauf dans les statistiques de la productivité », autrement dit que l'introduction massive des ordinateurs dans l'économie, contrairement aux attentes, ne se traduisait pas par une augmentation statistique de la productivité. Cette constatation a reçu le nom de « paradoxe de Solow ». Avec la crise du Covid-19 on a assisté à une

restructuration et re-modélisation économiques incorporant une transformation numérique sans précédent de plusieurs secteurs économiques et de nombre d'affaires. Cette période s'est aussi caractérisée par une augmentation de la productivité due à l'utilisation de nouvelles technologies (automatisation des processus d'affaires et robotisation de la production plus prononcées). En Suisse par exemple, l'analyse du patronat (Union Suisse des Arts et Métiers) publiée le 7 juin 2020 indique que la productivité des entreprises a augmenté jusqu'à 16% pendant le Covid-19, alors qu'en temps normal, cette hausse n'est que de 1% en moyenne (RTS, 2020). En France, les statistiques du télétravail porté au pinacle pendant la pandémie montrent qu'il accroît la productivité de 22% (Institut Sapiens). Au Canada, la Figure 2 montre clairement le bond effectué par la productivité en temps de maladie.

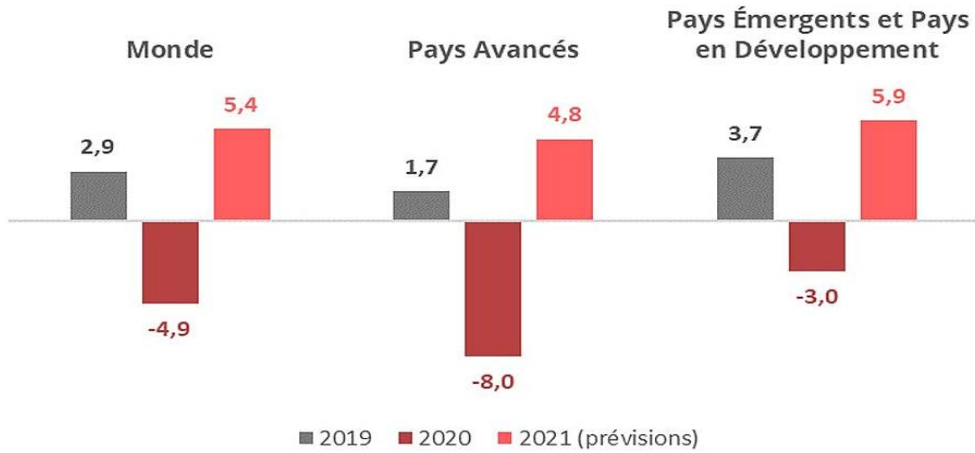


Source : Wang (2021).

Figure 2. Covid-19 et productivité au Canada.

Ces constats se généralisent à tel point qu'aujourd'hui, on en est à se demander si la pandémie ne va pas résoudre l'énigme de la productivité. Le Boucher (2021) rappelle qu'alors que les gains de productivité s'étaient effondrés (de 4% à 1% dans tous les pays développés) au moment où s'est diffusée la « révolution Internet », on observe au premier trimestre 2021 que la productivité aux États-Unis a crû de 5,4% ! Un chiffre en nette rupture avec le 1% habituel de cette statistique depuis trente ans qui constituait un mystère pour les économistes. Après le violent retournement de croissance observé pendant la Covid, le rebond actuel de productivité est désormais le facteur explicatif le plus convoqué dans les prévisions de croissance qui préfigurent l'embellie de 2021 dans le monde entier (Figure 3).

Les organismes internationaux évoquent unanimement une prévision de croissance mondiale forte pour 2021, même si on observe ici et là des disparités en termes d'optimisme -4,9% pour 2020 avec des disparités régionales en 2021 (FMI), de pessimisme moyen de -5,2% en 2020 pour 4,2% en 2021 (Banque mondiale) ou encore de pessimisme franc de -6% en 2020 pour 5,2% en 2021 (OCDE).



Source : FMI repris par Thébault (2020).

Figure 3. Croissance du PIB réel (% variation annuelle).

Conclusions et implications

L'objectif de ce travail qui est le deuxième d'une série de deux, est d'interroger la robustesse des idées des grands penseurs séminaux de la science économique face à la pandémie de Covid-19. Nous nous sommes limités aux six derniers des douze grands économistes identifiés par Yueh (2019) (Adam Smith, David Ricardo, Karl Marx, Alfred Marshall, Irving Fisher, John Maynard Keynes, *Joseph Schumpeter*, *Friedrich Hayek*, *Joan Robinson*, *Milton Friedman*, *Douglas North* et *Robert Solow*) et avons procédé à un questionnement analytique de leurs principales contributions à la science quant à leur validité par temps de crise sanitaire.

Au terme de cet exercice qui ne prétend à l'exhaustivité ni des théories ni des analyses, il nous semble que la crise sanitaire de Covid-19 consacre le moteur capitaliste de Joseph Schumpeter, dynamise la concurrence monétaire prophétisée par Friedrich Hayek, accroît l'imperfection de la concurrence de Joan Robinson, ramène le spectre de l'inflation de Milton Friedman, revigore les institutions de Douglas North, et résout le paradoxe de Solow. Assurément comme le fait remarquer Ben Hammouda (2021, p. 84), « *les politiques mises en place pour faire face à la Covid-19 à travers le monde opèrent une rupture majeure dans le village, jusque-là heureux, des économistes. Il s'agit du retour de la volonté de l'action collective à travers un retour de l'État et la sortie de la démission collective en ressuscitant les outils de la politique économique et en nous invitant à faire du vivre ensemble et du contrat social les fondements de nos démocraties* ». Ce constat ne renvoie cependant pas aux calendes grecques l'élan et l'initiative individuels qui sont au cœur de la création, de l'innovation et de l'entreprise, qui reste l'invention majeure de création des richesses et des emplois et donc de la croissance économique.

Car en réalité, c'est « l'entrepreneur de « l'avec-Covid-19 » » étudié par Betbèze (2021) qui aura permis les heureuses évolutions dont témoignent les statistiques actuelles. L'entrepreneur de l'avec-Covid-19 est celui qui élargit son spectre d'analyse, qui met le risque sanitaire plus haut de ceux de l'entreprise. C'est celui qui pense à

restructurer non seulement ses chaînes de production et de distribution, mais aussi les gammes de ses produits. L'entrepreneur de « l'avec Covid-19 » est conduit à consolider ses chaînes de production. C'est celui qui est capable d'analyse géopolitique, quelle que soit la taille de son entreprise, car la crise actuelle accélère les changements, en jouant sur les technologies de la communication et de la digitalisation. C'est également celui qui investit plus en machines et plus encore en formation, en valorisant ces investissements, en large part irrécouvrables, comme réduisant le « risque Covid-19 ». Le monde est plus ouvert que jamais aux changements, aux nouveaux écosystèmes « Covid-19 compatibles », avec ses nouvelles demandes et préoccupations. Gérer « la prime de risque Covid-19 » est la clef du succès de l'entrepreneur de « l'avec Covid-19 » et partant, de l'économie dans son ensemble.

Remarques : Un autre article discute des idées des six premiers des douze économistes séminaux identifiés par Yueh (2019), et s'intitule : « La théorie économique face à la Covid-19 : de Adam Smith à John Maynard Keynes » (Tsafack Nanfosso & Hadjitchoneva, 2021).

Notes: Another article discusses the ideas of the first six of the twelve seminal economists identified by Yueh (2019) and is titled: "Economic theory facing Covid-19: from Adam Smith to John Maynard Keynes" (Tsafack Nanfosso & Hadjitchoneva, 2021).

Conflit d'intérêt

Les auteurs déclarent une absence totale de conflit d'intérêt.

Bibliographie

- Ben Hammouda, H. (2021). La Covid-19 et les politiques du monde d'après. *Marché et organisations*, 2(41), pp. 79-85.
- Betbèze, J.-P. (2021). L'entrepreneur de l'« avec-covid-19 ». *Marché et organisations*, 2(41), pp. 125-138.
- Brouard, A. (2020). Covid-19 et crise économique : inflation ou déflation ? *Le Blog Gestion de patrimoine*. [En ligne] <https://blog-gestion-patrimoine.cfpb.fr/covid-19-et-crise-economique-inflation-ou-deflation/> [Consulté le 30 août 2021].
- Brunat, E., Fontanel, J. (2021). La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire. *Marchés et organisations*, 2(41), pp. 59-77.
- Caldwel, J.H., Krishna, D. (2020). The Acceleration of Digitization as a Result of Covid-19. Deloitte. *Blog: Risk Advisory*. [En ligne] <https://www2.deloitte.com/global/en/blog/responsible-business-blog/2020/acceleration-of-digitization-as-result-of-covid-19.html> [Consulté le 5 août 2021].
- Cavazza F. (2018). La destruction créatrice est un phénomène contre lequel vous ne pouvez pas lutter. [En ligne] www.sysk.fr, 21 juin [Consulté le 30 août 2021].
- CoinMarketCap. (2021). *Today's Cryptocurrency Prices by Market Cap*. [En ligne] <https://coinmarketcap.com/> [Consulté le 7 août 2021].
- Cryptonews. (2021). *Le yuan numérique est plus un concurrent du Bitcoin (BTC) que du*

- dollar. [En ligne] <https://fr.cryptonews.com/news/beijing-readies-usd-6-2m-digital-yuan-trial-amid-claims-main-10813.htm> [Consulté le 7 août 2021].
- Dal Pont Legrand, M., Hagemann, H. (2007). Business Cycles in Juglar and Schumpeter. *The History of Economic Thought*, 49 (1), pp. 1-18.
- Dal Pont Legrand, M., Hagemann, H. (2016). Business Cycles, Growth and Economic Policy: Schumpeter and the Great Depression. *CREDEG Working Paper Series*, 2016-16. [En ligne] doi: 10.13140/RG.2.1.1277.2729 [Consulté le 27 août 2021].
- Elliott, D.J. (2020). De l'intervention publique dans la crise de la Covid-19. *Revue d'économie financière*, 3-4(139-140), 161-166.
- FMI. (2021). *Perspectives de l'économie mondiale. Reprise : des situations divergentes à gérer*. [En ligne] <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2021/03/23/world-economic-outlook-april-2021> [Consulté le 4 août 2021].
- Friedman, M. (1976). *Inflation et systèmes monétaire*. Paris : Calmann-Lévy.
- Galbraith, J. K. (2009). La faillite du monétarisme et l'illusion du nouveau consensus monétaire. *L'économie politique*, 1(41), pp. 31-45.
- Gopinath, G. (2020). *Le Grand Confinement dans une perspective mondiale*. [En ligne] <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/06/16/blog061619-the-great-lockdown-through-a-global-lens> [Consulté le 4 août 2021].
- Gurumurthy, R., Nanda, R., Schatsky, D. (2021). Putting digital at the heart of strategy: When everybody is digital, strategy is the differentiator. *Deloitte*. [En ligne] <https://www2.deloitte.com/us/en/insights/topics/digital-transformation/digital-acceleration-in-a-changing-world.html> [Consulté le 5 août 2021].
- Hadjitchoneva J. (2019). Efficient Automation of Decision-making Processes in Financial Industry: Case Study and Generalised Model. *Enterprise Engineering and Knowledge Management 2019. Selected Papers of the XXII International Conference Enterprise Engineering and Knowledge Management (EEKM 2019)*, 2413, 42-52.
- Le Boucher, E. (2021). Le Covid va-t-il résoudre l'énigme de la productivité ? *Les Echos*. [En ligne] <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/le-covid-va-t-il-resoudre-lenigme-de-la-productivite-1326882> [Consulté le 30 août 2021].
- Légé, P. (2007). Hayek : penseur génial ou incohérent ? *L'Économie politique*, 36(4), pp. 46-59.
- Lorge, A. (2017). *L'héritage de Keynes et de Hayek face à la première grande crise financière du XXe siècle*. Thèse, Louvain School of Management, Université catholique de Louvain.
- OCDE (2020). *Les réponses de politiques fiscale et budgétaire à la crise du coronavirus : accroître la confiance et la résilience*. [En ligne] www.oecd.org/coronavirus [Consulté le 30 août 2021].
- Organisation internationale du Travail (OIT). (2020). *Rapport mondial sur les salaires 2020-21*. [En ligne] <https://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2020/lang--fr/index.htm> [Consulté le 9 août 2021].
- Peck, J. (2016). We are all Keynesians again... and always? *Dialogues in Human Geography*, 6(2), pp. 135-145.
- Ponsot, J.-F. (2020). *Les économistes mis en quarantaine*. Dans *Le virus de la recherche*. PUG. [En ligne] <https://www.pug.fr/produit/1790/9782706148521/les-economistes-mis-en-quarantaine/preview?escape=false#lg=1&slide=0> [Consulté le

16 avril 2021].

Robbins, L. (1932). *An Essay on the nature and significance of Economic Science*. London: Macmillan.

RTS (2020). La crise du Covid-19 semble avoir boosté la productivité en Suisse. *Le Journal horaire*. [En ligne] <https://www.rts.ch/info/economie/11381036-la-crise-du-covid19-semble-avoir-booste-la-productivite-en-suisse.html> [Consulté le 30 août 2021].

Schwab, K. (2016). *The Fourth Industrial Revolution*. Cologne: WEF.

Schwab, K., Malleret, T. (2020). *Covid-19: The Great Reset*. Centerport: Forum Publishing.

Solow, R. M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), pp. 65-94.

Teterel, N. (2021). 51.000\$ - Tout va bien pour le Bitcoin. *Cointribune*. [En ligne] <https://www.cointribune.com/tribunes/> [Consulté le 29 août 2021].

The Nobel Prize. (2021a). The Sveriges Riksbank Prize in Economic Sciences in Memory of Alfred Nobel 1974. [En ligne] <https://www.nobelprize.org/prizes/economic-sciences/1974/summary/> [Consulté le 5 août 2021].

The Nobel Prize. (2021b). The Sveriges Riksbank Prize in Economic Sciences in Memory of Alfred Nobel 1976. [En ligne] <https://www.nobelprize.org/prizes/economic-sciences/1976/summary/> [Consulté le 10 août 2021].

The Nobel Prize. (2021c). The Sveriges Riksbank Prize in Economic Sciences in Memory of Alfred Nobel 1993. [En ligne] <https://www.nobelprize.org/prizes/economic-sciences/1993/summary/> [Consulté le 13 août 2021].

The Nobel Prize. (2021d). The Sveriges Riksbank Prize in Economic Sciences in Memory of Alfred Nobel 1993. [En ligne] <https://www.nobelprize.org/prizes/economic-sciences/1987/summary/> [Consulté le 13 août 2021].

Thébault, D. (2020). La crise du coronavirus pèse toujours sur la reprise. *Upply*. [En ligne] <https://market-insights.upply.com/fr/> [Consulté le 15 août 2021].

Tsack Nanfosso, R., Hadjitchoneva, J. (2021). La théorie économique face à la Covid-19 (1) : de Adam Smith à John Maynard Keynes. *Economic Thought*, 66(6), pp 7-29.

UN. (2021b). Rapport sur les objectifs de développement durable 2021. [En ligne] https://unstats.un.org/sdgs/report/2021/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2021_French.pdf [Consulté le 9 août 2021].

UNDP. (2021). Impact of Covid-19 on the Sustainable Development Goals. [En ligne] <https://sdgintegration.undp.org/accelerating-development-progressduring-covid-19> [Consulté le 17 août 2021].

United Nations (UN). (2021a). A changing world of work: implications for the social contract. Policy Brief No 94. [En ligne] https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2021/04/PB_94.pdf [Consulté le 9 août 2021].

Wang, W. (2021). Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la croissance de la productivité au Canada. *Rapports économiques et sociaux*. [En ligne] doi: 10.25318/36280001202100500004-fra [Consulté le 25 août 2021].

Yueh, L. (2019). *The Great Economists: How Their Ideas Can Help Us today*. London: Penguin.

Roger Tsafack Nanfosso, PhD est Professeur et Recteur de l'Université de Dschang, Cameroun, roger.tsafack-nanfosso@univ-dschang.org

Juliana Hadjitchoneva, PhD est Maître de conférences dans le Département d'administration et gestion de la Nouvelle Université Bulgare, jhadjitchoneva@nbu.bg

Roger Tsafack Nanfosso, PhD, is Professor and Rector of University of Dschang, Cameroon, roger.tsafack-nanfosso@univ-dschang.org

Juliana Hadjitchoneva, PhD, is Senior Assistant Professor at the Department of Administration and Management of New Bulgarian University, jhadjitchoneva@nbu.bg

ECONOMIC THEORY FACING COVID-19: FROM JOSEPH SCHUMPETER TO ROBERT SOLOW

Roger Tsafack Nanfosso, Juliana Hadjitchoneva

Abstract: The Covid appeared in November 2019 in China and was declared a “pandemic” in March 2020 by the World Health Organization. It surprised the whole world: all countries are affected, airborne at high speed, mutant and playing with measures against it, insensitive to nationalities, the richest are by far more affected than the poor, and victims by the millions. It has forced life to withdraw from its usual spaces of deployment, except for places where the macabre accounting of the disappeared is rampant.

In a context of such disarray, and if we agree with Robbins (1932, p. 15) that “Economics is the science which studies human behaviour as a relationship between ends and scarce means which have alternative uses”, it may be useful to question the force of the laws, rules and other theorems stated by such a science in the face of a pandemic whose severity index, which reaches a maximum of 5, is equalled only by that of the Spanish flu of 1918-1921. To do so, we use an analytical methodology in that by briefly revisiting the ideas of the last six of the twelve seminal thinkers identified by Yueh (2019) (Joseph Schumpeter, Friedrich Hayek, Joan Robinson, Milton Friedman, Douglas North, and Robert Solow), we attempt to discuss the resilience of their ideas (or the permanence of the relevance of their findings) in the light of the pandemic. The result indicates that not all ideas are immutable.

Keywords: economic thought; political economy; capitalism; role of government; crises

JEL codes: B12; B13; B14; O10; P16